

Extrait du registre des délibérations du Conseil communal

- Présents :** Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamal Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Eyraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rezik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux*~~ ;
Jacques De Winne, *Secrétaire du Conseil*.
- Excusé(s) :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Tania Dekens, *Conseillers communaux*.

SÉANCE PUBLIQUE DU 26.11.14

#Objet : Taxes communales – Taxe sur les résidences non principales – Modification pour 2015 à 2018 inclus.#

Taxes

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Revu le règlement de la taxe sur les résidences non principales, établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser le manque à gagner lié aux personnes non domiciliées sur le territoire de la commune qui n'y paient donc pas leurs taxes additionnelles communales, tout en bénéficiant des services de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, une taxe annuelle sur les résidences non principales.

Article 2

Par « résidence non principale » il faut entendre : tout logement privé, meublé ou non, dont l'usager principal (propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit) n'est pas inscrit pour ce logement là aux registres de la population de la commune.

Est censé disposer à tout moment d'une résidence non principale, la personne qui peut l'occuper, même d'une façon intermittente, durant l'année d'imposition.

Article 3

Le montant de la taxe est fixé à 520,00 EUR par an et par résidence.

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date à laquelle la résidence non principale a été recensée par l'administration communale et quelle que soit la date de cessation d'occupation de cette résidence.

Article 4

L'impôt est dû par la personne, inscrite ou non aux registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, qui :

- y occupe un logement, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en tant que propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit,
- y exerce une activité commerciale ou une profession libérale et y dispose d'un logement privé, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en plus des locaux destinés à l'exercice de son activité professionnelle.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage si elle ne peut faire la preuve de leur location à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Les copropriétaires d'une habitation – quel que soit l'accord qu'ils aient conclu mutuellement en vue de disposer de l'habitation – sont tenus solidairement de payer la taxe.

Article 5

Sont exonérées de la taxe :

- les personnes qui ne disposent que d'une résidence sur le territoire de la commune et qui sont inscrites, avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition, dans les registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, à l'adresse de cette résidence.

La date d'inscription qui sera prise en considération sera celle renseignée par le Registre National.

- les personnes qui résident temporairement dans une institution de soins de santé ou dans un home de retraite pour y recevoir les soins médicaux exigés par leur état de santé.
- les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein pour autant qu'ils justifient de leur qualité.

Article 6

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale. Celle-ci adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 8

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans l'enrôlement de la taxe.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Les règles relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales fixées par l'ordonnance du 3 avril 2014 sont applicables dans leur intégralité.

Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les résidences non principales établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

PAR LE CONSEIL :

(s.) Le Secrétaire du Conseil,
Jacques De Winne

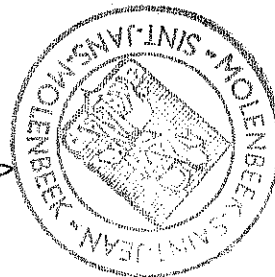
(s.) Le Président du Conseil,
Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME :
Molenbeek-Saint-Jean, le 03 décembre 2014,

PAR ORDONNANCE :

Pour le Secrétaire communal,
Le Directeur délégué,

Carine Van Campenhout



Pour la Bourgmestre,
L'Échevin(e) délégué(e),

Abdelkarim Haouari

Uittreksel uit het register van de notulen van de Gemeenteraad

- Aanwezig :** Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;
~~Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekek, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Gemeenteraadsleden ;~~
Jacques De Winne, *Secretaris van de Raad*.
- Verontschuldigd :** Badia El Belghiti, Olivia P'tito, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Tania Dekens, *Gemeenteraadsleden*.

OPENBARE ZITTING VAN 26.11.14

#Onderwerp : Gemeentebelastingen – Belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.#

Belastingen

DERAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Herzien op het reglement van de belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen;

Overwegende dat het moet overgegaan worden tot de compensatie van een gebrek aan een inning door de personen die niet woonachtig zijn op het grondgebied van de gemeente en die dus hun aanvullende gemeentebelastingen niet betalen, maar wel gebruikmaken van de diensten van de gemeente;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, een jaarlijkse belasting geheven op de verblijven andere dan hoofdverblijven.

Artikel 2

Onder verblijf ander dan het hoofdverblijf dient te worden verstaan, elke private woonegelegenheid, gemeubeld of niet, waarvan de hoofdgebruiker (eigenaar, bezitter van de bloot eigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner) niet ingeschreven is, voor die woonegelegenheid, in de bevolkingsregisters van de gemeente.

Wordt geacht over een tweede verblijfplaats te allen tijde te beschikken, de persoon die haar kan bezetten, zelfs op een intermitterende wijze, gedurende het aanslagjaar.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 520,00 EUR per jaar en per verblijfplaats.

De belasting is verschuldigd voor gans het jaar, welke ook de datum waarop het tweede verblijf door het gemeentebestuur wordt vastgesteld en welke ook de datum van stopzetting van de bezetting van dat verblijf.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de persoon die ingeschreven is of niet in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek en die :

- er een woonegelegenheid bezet, ander dan zijn hoofdverblijf, als eigenaar, bezitter van de bloot eigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner ;

- er een commerciële activiteit of een vrij beroep uitoefent en er kan beschikken over een privé-woning, ander dan zijn hoofdverblijf, buiten de lokalen bestemd voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

De hoofdgebruiker van de plaats wordt geacht er zich het gebruik van voor te behouden indien hij de verhuring ervan aan derden of de gehele en bestendige onbezetheid ervan niet kan bewijzen.

De mede-eigenaars van een woning - en wat ook de onderlinge overeenkomst weze wat betreft het beschikken over de woning - zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de personen die alleen van één verblijf beschikken op ons grondgebied, die vóór 31 december van het belastingjaar, in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek ingeschreven zijn.

De datum van inschrijving die in aanmerking genomen zal worden is de datum aangegeven in de Rijksregisters.

- de personen die tijdelijk verblijven in een verpleeginstelling of in een rusthuis om er medische zorgen, geëist door hun gezondheidstoestand, te krijgen.
- de studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen

Artikel 6

De telling van de belastbare elementen gebeurt door de zorgen van het Gemeentebestuur.

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffend belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot onkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 8

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur, per aangetekend schrijven, te verwittigen van alle veranderingen die de invordering van de belasting zouden kunnen wijzigen.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen vastgesteld door de ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichhoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

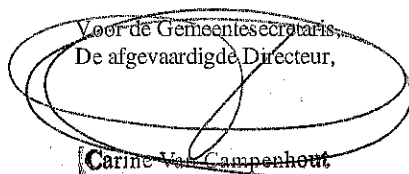
VANWEGE DE RAAD :

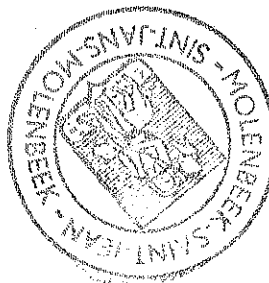
(get.) De Secretaris van de Raad,
Jacques De Winne

(get.) De Voorzitter van de Raad,
Michel Eylenbosch

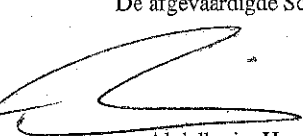
VOOR EENSЛУIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT :
Sint-Jans-Molenbeek, 03 december 2014,

OP LAST :

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Directeur,

Carine Van Campenhout



Voor de Burgemeester,
De afgevaardigde Schepenen,


Abdelkarim Haouari